

DANS LE PAYS LE PLUS LIBRE DU MONDE...

Pour conter toutes les malpropretés policières qui parviennent à notre connaissance, un format double de celui dont nous disposons serait insuffisant. Et pourtant, que de petites ou même de grandes iniquités restent parfaitement secrètes, étant donné qu'il faut déjà un certain courage pour se plaindre et protester! La plupart des prolétaires sont tellement imbus du principe d'autorité que lorsque, sous de misérables prétextes, ils se sentent frappés, ils ne voient, qu'une malchance, un petit accroc à un système, au fond, juste en lui-même. Et c'est cette conviction qu'il faut chercher à détruire, en attaquant les institutions et les principes auxquels elle est due encore plus que toute l'engeance qui est au service du pouvoir. Malheureusement, nous restons seuls pour cette besogne. Les autres partis avancés ne réclament qu'un changement de personnes, lequel, une fois obtenu, n'a d'autre résultat que de doubler le nombre des corrompus et des corrupteurs.

Voici quelques faits, que le manque de place nous oblige à résumer.

Un camarade tessinois, Demarchi, vient d'être expulsé de Belgique, pour avoir été aperçu à quelques réunions anarchistes. Auparavant il avait habité deux ans à Genève, où il gagnait sa vie en posant comme modèle à l'*École des Arts industriels* et à l'*École du Grutli*. Inscrit à la *Section socialiste italienne*, il y prenait souvent la parole, de sorte que nos mouchards le connaissaient très bien. Or, M. Jornot a répondu à la police de Bruxelles que Demarchi n'avait jamais travaillé à Genève! Contre cette affirmation, notre camarade invoque le témoignage des professeurs Caniez, Martin, Hugues Bovy, ainsi que de MM. Bodmer et Gaud. Peine perdue, le tour est joué. L'arrêté d'expulsion ne sera pas rapporté, et grâce à la calomnie de l'autorité suisse, Demarchi se voit privé de son gagne-pain, qui sait pour combien de temps? Drôle de protection tout de même, que celle dont jouissent les suisses à l'étranger, quand ils ne s'appellent pas Jaquemot et n'ont pas volé leur petit million!

Un nouveau délit est actuellement poursuivi en Suisse, celui d'être de mes amis ou simplement de mes connaissances. La police emploie une méthode toute paternelle. Dès qu'elle voit un Tessinois avec moi, elle écrit immédiatement aux autorités du Tessin de prévenir sa famille pour qu'elle l'invite à fuir une si mauvaise compagnie. Le fait s'est déjà produit pour deux camarades de Bellinzona, dont l'un demeure à Berne et m'avait tout simplement demandé de lui envoyer le *Réveil*. L'*Aurora*, organe socialiste tessinois, parle dans son dernier numéro d'un autre cas semblable. Elle publie la lettre officielle suivante du commissaire du district de la *Leventina*.

Faido, 14 juin 1901.

Monsieur...,

Par l'intermédiaire de la Direction centrale de police à Bellinzona, j'ai le très grand regret de vous communiquer ce qui suit:

Le haut Ministère public fédéral signale que vos deux enfants, X., né le 28 décembre 1874, à ..., et X., né le 17 septembre 1884 aussi a..., fréquentent les socialistes italiens à Genève.

Ce dernier est signalé aussi pour être en relation avec le nommé Luigi Bertoni au Cercle Ticino (?) et paraît devenir un anarchiste. Le 1^{er} mai il vendait le "Réveil", journal anarchiste, au Jardin anglais, au départ du cortège.

Je vous prie de les avertir tous deux pour qu'ils délaissent de telles compagnies, avant de tomber aux mains de la police fédérale ou pour mieux dire dans une souricière (o per meglio dire in trappela).

Avec considération, etc...

(Timbre et signature du commissaire).

Un bon point à ce commissaire, qui définit la police politique une souricière. Passons, tout commentaire nous paraît superflu.

A Trieste, la semaine passée, paraissaient devant la Cour d'assises les camarades Marizza et Rossovich, prévenus d'avoir distribué notre manifeste du 1^{er} mai. Au cours de l'audience, tenue à huis clos, lecture a été donnée d'une note du procureur général de la *République helvétique de Genève* (quelle bête est-ce ça? une vilaine bête en tout cas), qui informe avoir établi, après enquête, que les imprimés envoyés de Genève à Marizza et Rossovich et saisis à la porte de Trieste, l'ont été par l'anarchiste Luigi Bertoni, collaborateur de l'*Almanacco anarchico*. Le proverbe dit bien qu'il n'y a pas de sots métiers, mais il y en a tout de même de sales, n'est-ce pas M. Kronauer? La justice italienne a relevé dans notre manifeste quatre délits: 1- d'atteinte à la tranquillité publique (§65, a, b, c); 2- de mépris pour le clergé (§302); 3- d'offense à la religion (§303); 4- d'approbation d'actions contraires aux lois (§305). Le jury a écarté les trois premiers chefs d'accusation pour ne retenir que le dernier, et nos camarades ont été condamnés à trois mois d'arrêts de rigueur.

Pour le même manifeste deux camarades de Turin se sont vus condamner à 8 mois de prison et 900 francs d'amende.

Pour finir, il nous reste à parler de l'incident soulevé au *Conseil national* à propos de la violation du secret postal, violation dont nous sommes continuellement victimes. Tout ce qui se fait dans les parlements n'a pour nous aucune importance, et si nous en parlons, c'est simplement pour faire quelques constatations de faits, qui viennent à l'appui de nos affirmations. D'abord, à moins que le compte rendu de tous les journaux lus par nous soit incomplet, M. Wullschlegler n'a cru protester que pour un de ses coreligionnaires, et pourtant il n'ignorait certainement pas que notre camarade Frigerio avait été victime du même procédé. Et la déclaration faite par lui, dans sa réplique, que le secret postal devait être respecté même pour un anarchiste fait sourire, envoyant le soin qu'il avait précisément eu de ne pas parler de l'anarchiste.

La seconde contestation qui s'impose est que l'État est le plus tyrannique de tous les patrons. M. Comtesse a déclaré: «*Devons-nous tolérer de ces gens-là (les anarchistes) dans notre administration? Je dis non.* (Bravos)». Or, voilà bientôt une dizaine d'années que je suis de ces gens-là réellement - tandis que l'employé dont il s'agit est un socialiste parlementaire bien connu - et néanmoins j'ai rarement chômé. Ceux qui nous traitent de réactionnaires, parce que nous combattons avec acharnement l'étatisme et le monopoleisme comprendront que, toute idée à part, c'est pour nous une réelle difficulté que de pouvoir trouver encore du travail. L'État ou les municipalités (voir affaire Devenoges) ne voudraient pas de nous comme employés et nous serions ainsi réduits à la famine, avec tous ces gens-là dont la sincérité et l'esprit d'indépendance déplaisent aux détenteurs du pouvoir.

En attendant, MM. les mouchards, continuez à tripatouiller nos envois, à en recopier les adresses, etc... A Genève, un employé postal, que je n'ai pas besoin de désigner, a pu s'écrier: «*Le nôtre n'est plus un bureau de poste, mais de police*».

Luigi BERTONI.
